

ACCORD - CADRE

pour des services de conseil et de soutien (SCS)

entre

Evangelisches Werk für Diakonie und Entwicklung e. V.

pour Pain pour le monde
Caroline-Michaelis-Straße 1
10115 Berlin
Allemagne

- ci-après dénommé « mandant » -

et

Nom :

Adresse :

- ci-après dénommé « mandataire » -

- ci-après tous deux dénommés « Parties » -

est conclu l'accord suivant :

1. Objet de l'Accord (contrat)

Description du contrat :

Accord-cadre relatif à des services de conseil et de soutien pour Guinée, Sierra Leone, Libéria

Veuillez préciser la référence suivante du présent accord pour toute correspondance :

Vertrags-/Referenznummer einsetzen

Les pièces de l'accord se présentent dans l'ordre de priorité suivant :

- le dossier d'appel d'offres, en particulier Termes de référence la et les Donditions de paiement, y compris les informations transmises par les soumissionnaires lors la procédure d'attribution et, le cas échéant, les procès-verbaux des entretiens/négociations avec les soumissionnaires dans le cadre de la procédure d'adjudication du mandat
Bezeichnung oder Datum des Vergabeverfahrens
- le présent Accord-cadre
- les Principes et exigences de protection des données
- le Code de Conduite de l'Oeuvre protestante de Diakonie et développement
- l'offre du mandataire du **Datum des endgültigen Angebots**
- la partie B de la directive allemande comprenant des clauses générales d'attribution de mandats publics de fournitures de services (VOL/B – Règlement allemand sur l'attribution des mandats de prestations de services)

- le Code civil allemand (BGB)

Les documents, procès-verbaux ou autres correspondances non mentionnés au point 1 et relatifs à la conclusion du présent contrat, y compris les conditions de livraison, de contrat et de paiement ainsi que les autres conditions générales de l'adjudicataire, ne font pas partie intégrante du contrat. Ceci s'applique également dans la mesure où l'offre contient des conditions qui s'écartent des prescriptions des documents d'adjudication.

2. Durée de l'Accord

L'Accord-cadre prend effet à la date d'attribution du mandat et prend fin le **30.06.2030**.

Les deux parties ont le droit de résilier l'Accord-cadre au **30.06.2028**.

La résiliation est à adresser au mandataire ou au mandant par écrit avant le **31.03.2028**.

Le mandant peut demander une prolongation de l'Accord-cadre de 12 mois maximum à compter de la date de fin du contrat susmentionnée. La demande de prolongation est à adresser au mandataire par écrit avant le **31.03.2030**.

La durée des mandats annuels peut dépasser la durée de l'Accord-cadre si un mandat annuel est passé moins de 12 mois avant la fin de l'Accord-cadre.

3. Étendue des prestations et mandats annuels

3.1 Sur la base du présent Accord-cadre, des mandats annuels sont conclus entre le mandant et le mandataire pour une période en règle générale d'un an à chaque fois. Le mandataire établit un planning préliminaire pour le mandat annuel au plus tard deux mois avant le début du mandat conformément au modèle fourni à l'Annexe 1 (Fiche de planification et de suivi SCS), qui définit les besoins prévisionnels pour le mandat en question. Le planning préliminaire pour le premier mandat annuel est préparé par le mandant conformément au présent Accord-cadre. Sur la base de cette version préliminaire et après concertation avec le mandataire, le mandant établit un planning qui constitue la base du mandat annuel. L'attribution par le mandant annuel pour l'année concernée se fait sur la base du planning établi par ce dernier quatre semaines avant le début dudit mandat par notification écrite adressée au mandataire conformément au modèle fourni à l'Annexe 2. Les dispositions du présent Accord-cadre s'appliquent à tous les mandats annuels.

3.2 Le contractant n'est pas en droit de recevoir un mandat annuel pour un volume précis.

3.3 Le mandat annuel (Annexe 2) consiste principalement en une «Estimation d'honoraires maximaux et remboursement des frais maximaux».

3.4 L'estimation des honoraires maximaux contenue dans le mandat annuel (Annexe 2) ne peut être dépassée qu'après accord écrit préalable avec le mandant. Le paiement des prestations dépassant le devis figurant dans le mandat annuel ne peut être effectué que si le mandant le confirme expressément par écrit en se référant au chiffre 3.4 du présent Accord-cadre.

3.5 L'estimation des frais maximaux à rembourser contenue dans le mandat annuel ne peut être dépassée qu'après accord écrit préalable avec le mandant. Les frais dépassant le devis figurant dans le mandat annuel ne sont remboursés que s'ils sont expressément confirmés par écrit par le mandant en référence au point 3.5 du présent Accord-cadre.

3.6 Les prestations et les frais à rembourser en dehors de l'objet de la commande et de la durée de la commande individuelle définis dans l'aperçu de la Fiche de planification et de suivi SCS ne sont rémunérés ou remboursés que s'il existe à cet effet un accord exprès sous forme de texte entre le donneur d'ordre et le preneur d'ordre se référant au présent règlement.

4. Rémunération, paiements, compte bancaire

4.1 Le mandataire reçoit la rémunération proposée pour les prestations fournies. Les prix convenus sont contraignants pour toute la durée contractuelle de l'Accord-cadre. La rémunération convenue couvre l'ensemble des coûts et des frais annexes. Il n'y a pas d'adaptation de la rémunération en cas d'augmentation des coûts.

4.2 La facturation et les modalités de paiement des honoraires et des frais remboursables sont

soumises aux « Conditions de paiement » du présent accord, fournies en Annexe 3.

4.3 Compte bancaire

Le mandant effectue les paiements sur le compte de mandataire suivant:

Détenteur du compte bancaire :

Numéro de compte :

IBAN :

BIC (SWIFT) :

Nom et adresse de la banque :

5. Droit d'utilisation

5.1 Les prestations ou les documents réalisés par le mandataire destinés à la publication sont la propriété du mandant.

5.2 Si le mandataire détient des droits d'auteur, il cède au mandant un droit d'utilisation exclusif illimité dans le temps et l'espace, notamment pour la reproduction, la diffusion et la publication de l'œuvre. Cela inclut le droit de présenter l'œuvre sur Internet.

5.3 Cette cession de droits est compensée par le paiement de la rémunération convenue conformément au point 2 du présent accord.

6. Exécution des prestations, exécution perturbée des prestations, résiliation

6.1 Le mandataire s'engage à fournir les prestations sous sa responsabilité propre, de manière professionnelle et à ses propres risques. Il s'engage à maintenir sa capacité attestée lors de la procédure d'attribution pendant toute la durée du mandat et à le prouver à tout moment sur demande.

6.2 Le mandataire veillera à ce qu'un nombre suffisant d'employés qualifiés et fiables soient assignés à la fourniture des services. Le mandataire garantit la continuité et la présence d'un chef de projet qui servira d'interlocuteur aux différentes organisations partenaires. Le mandataire garantit sa disponibilité par téléphone ou par mail aux heures de travail habituelles dans le pays ou la région concerné(e). Pour communiquer avec le mandant et les organisations partenaires, il utilise les formats de données courants.

6.3 Les consultants doivent remplir les conditions de fiabilité, de compétence et de qualification requises et prouvées dans la procédure de passation de marché. Si des consultants doivent être remplacés, l'autorité contractante doit en être informée avant le remplacement et doit en même temps prouver que le nouveau consultant remplit cette exigence. Si tel n'est pas le cas, l'autorité contractante peut s'opposer au recours au nouveau consultant dans un délai de 4 semaines.

6.4 Le mandataire est seul responsable du respect des obligations découlant du droit du travail et des assurances, ainsi que des obligations relevant de la police et des associations professionnelles, y compris vis-à-vis du personnel employé.

6.5 Le mandataire veille à ce que le personnel engagé ait une attitude adéquate envers les organisations partenaires. Il est interdit au mandataire et à son personnel de conclure des accords non autorisés avec les organisations partenaires pour leur propre compte. En particulier, le mandataire ne doit accepter aucun paiement ou aucune contrepartie de la part des organisations partenaires pour des prestations fournies dans le cadre du présent accord. Les employés dont le non-respect de cette interdiction peut être prouvé ne pourront plus participer à l'exécution des prestations pour le mandant.

6.6 Le mandataire ne peut pas faire appel à des sous-traitants non désignés avant l'attribution du mandat sans le consentement écrit préalable du mandant. Les sous-traitants doivent attester de la capacité requise au même titre que le mandataire. La demande d'approbation du mandataire doit être faite par écrit, accompagnée des justificatifs nécessaires et adressée suffisamment à l'avance pour permettre au mandant de vérifier les informations et les justificatifs (à savoir, le mandant doit avoir accès au dossier complet au moins quatre semaines avant le transfert envisagé). Afin de garantir la bonne exécution de la prestation par le sous-traitant, le mandataire doit superviser les actions de celui-ci et veiller à ce que les obligations énoncées dans le présent contrat soient aussi respectées par le sous-traitant.

6.7 Le mandataire s'engage à renoncer à toute activité pour des tiers (y compris des organisations partenaires) susceptible d'engendrer un conflit entre les intérêts du mandant et du tiers.

6.8 Si les prestations visées par le présent accord sont retardées pour des raisons imputables au mandataire, les éventuels frais supplémentaires qui en résultent ainsi que les frais de modification ou d'annulation de réservation seront à la charge du mandataire.

6.9 Si l'exécution du contrat par le mandataire est totalement ou partiellement impossible en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, de celle du mandant ou de l'organisation partenaire (par ex. : catastrophes naturelles, pandémies, problème de sécurité dans le pays de résidence), le droit à rémunération cesse de s'appliquer. Les prestations précédentes, dans la mesure où le client les a utilisées, sont facturées d'après les prix du contrat ou en fonction du ratio de la part des prestations contractuelles totales fournies sur la base des prix du contrat. Les éventuelles sommes indûment versées sont à rembourser au mandant dans les quatre semaines.

6.10 Le présent accord et chaque mandat annuel peuvent être résiliés sans période de préavis en cas de motif grave, par

a) le mandant en particulier

1. si le mandataire manque à des obligations fondamentales malgré deux rappels émis par le mandant concernant lesdites obligations. Les rappels sont à adresser par écrit et doivent être espacés de deux semaines.
2. si le contractant fait appel à des conseillers qui ne remplissent pas les conditions de fiabilité, d'expertise et de qualification requises et attestées dans la procédure d'adjudication et si, malgré l'opposition du client conformément au point 6.3, le contractant ne fait pas appel dans les deux semaines à un conseiller qui remplit les conditions de fiabilité, d'expertise et de qualification requises et attestées dans la procédure d'adjudication.
3. si le mandataire a participé à une restriction illicite à la concurrence dans le cadre de l'attribution au sens de la loi contre les restrictions de concurrence, ou
4. l'attitude du mandataire nuit potentiellement à l'image et à la réputation du mandant.
5. s'il ressort du screening des listes de sanctions (1.17 conditions de candidature) effectué régulièrement par le pouvoir adjudicateur pendant la durée du contrat que le contractant ou une personne travaillant chez lui à un poste de responsabilité figure sur les listes de sanctions.

b) le mandataire en particulier

1. si le mandant manque à ses obligations malgré deux rappels émis par le contractant concernant lesdites obligations. Les rappels sont à adresser par écrit et doivent être espacés d'au moins deux semaines.
2. si le mandant n'a pas respecté son obligation de paiement depuis plus de deux mois, malgré deux relances

c) les deux parties, notamment en cas de force majeure dont l'effet est tel que, à la discrétion raisonnable de l'une des deux parties, le maintien du contrat ne peut être raisonnablement attendu à long terme ou pour toute autre motif majeur. La résiliation doit se faire par écrit. Si la résiliation est causée par une faute intentionnelle contraire aux termes du contrat de l'une des parties, celle-ci est tenue d'indemniser l'autre partie pour le dommage causé par la résiliation de l'accord.

7. Responsabilité

7.1 Sauf mention contraire ci-après, toute réclamation du mandataire auprès du mandant pour dommages et intérêts est exclue. Cela ne s'applique pas aux réclamations en dommages-intérêts en cas d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé si le manquement à une obligation est imputable au mandant et pour d'autres dommages résultant d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave commise par le mandant.

7.2 Le présent accord n'autorise pas le mandataire à engager le mandant auprès de tiers. Le mandataire exempt le mandant de toute responsabilité vis-à-vis des tiers pour des dommages de toute nature résultant de l'exécution de la commande, dont l'origine est imputable au mandataire. Dans les accords qu'il conclut avec des tiers aux fins de l'exécution du présent contrat, le mandataire doit exclure la responsabilité du mandant, à l'exception de la responsabilité pour les

dommages causés à la vie, au corps ou à la santé d'une personne qui lui sont imputables, sauf en cas de faute intentionnelle ou de négligence grave du mandant. En outre, il convient de veiller à ce que les arrangements formulés dans le présent accord soient également respectés, le cas échéant, dans les contrats conclus avec des tiers.

7.3 Tout autre recours du mandataire, pour quelque motif que ce soit (notamment en ce qui concerne le non-respect d'obligations contractuelles principales et accessoires, le remboursement des frais, des actes illicites et toute autre responsabilité délictuelle), est exclu; cela vaut en particulier pour les recours relatifs à des dommages indirects ainsi que les demandes d'indemnisation pour manque à gagner. Cela ne s'applique pas si le mandant a contrevenu à une obligation contractuelle essentielle (obligation majeure) ou si le mandant, son représentant légal ou son agent d'exécution s'est rendu coupable d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave. Les obligations contractuelles essentielles sont les obligations qui protègent les positions juridiques du mandataire essentielles au contrat, que doit lui garantir le contrat conformément à son contenu et à son objet ; sont également essentielles les obligations contractuelles dont la réalisation rend possible l'exécution du contrat même et au respect desquelles le mandataire se fie régulièrement et peut se fier.

7.4 En cas de responsabilité du mandant pour non-respect d'obligations contractuelles essentielles, les dommages-intérêts sont limités aux dommages prévisibles typiques du contrat.

8. Assurance

8.1 Pendant la durée de l'accord-cadre et des mandants annuels, le contractant doit souscrire une assurance suffisante, conformément à la législation et à la pratique du pays concerné.

8.2 Le mandataire est également responsable de la couverture adéquate pour ses employés et ses équipements techniques, ainsi que de la couverture suffisante lors de l'organisation d'événements.

8.3 Le mandant décline toute responsabilité en cas d'éventuels dommages résultant du non-respect des dispositions susmentionnées par le mandataire.

9. Obligation de diligence et confidentialité/protection des données, principes et code de conduite

9.1 Le mandataire s'engage à préserver la confidentialité de toutes les informations relatives à la mise en œuvre du présent accord qui ont été ou seront portées à sa connaissance, en particulier des intérêts commerciaux et opérationnels ou des intérêts officiels du mandant et des organisations partenaires, y compris après l'expiration du présent accord, et à divulguer ces connaissances uniquement si elles servent à l'exécution du présent accord. Il conservera soigneusement les documents qui lui ont été fournis pendant la durée du contrat, les protégera contre toute consultation et, sur demande, les restituera après la fin du présent contrat. Ceci s'applique également aux documents produits par le mandataire ou par le mandant aux fins du présent contrat dans le cadre de son exécution. Les éventuels supports de données fournis par le mandant doivent lui être restitués. Toutes les données enregistrées doivent être supprimées à la fin du mandat, sauf si une obligation de conservation a été expressément convenue.

9.2 Le mandataire doit se conformer à toutes les réglementations applicables en matière de protection des données. Le mandataire garantit que les données à caractère personnel seront traitées conformément aux exigences organisationnelles et aux principes de protection des données conformément à l'**Annexe 6**.

10. Principes et code de conduite

10.1 Le mandat doit être réalisé en tenant compte de l'égalité des sexes, de l'orientation vers les effets et les groupes cibles ainsi que des critères de durabilité.

10.2 Le mandataire reconnaît comme guides d'action les principes fondamentaux du « Code de conduite de l'Evangelisches Werk für Diakonie und Entwicklung e. V » (articles 4 à 10). Le Code de conduite fait partie intégrante du contrat et peut être consulté sur :

10.3 Le mandataire s'engage à s'abstenir de toute activité pour des tiers (y compris des organisations partenaires) dans le cadre de laquelle il existe une possibilité de conflit d'intérêts entre les intérêts du client et ceux du tiers.

11. Interlocuteurs, informations et rapports

11.1 Chacune des parties désigne un interlocuteur habilité à accepter et à soumettre des déclarations dans le cadre de la présente relation contractuelle.

11.2 Le mandataire a l'obligation générale de renseigner le mandant sur toutes les questions relatives au présent contrat, à l'exception des secrets commerciaux et industriels du mandataire. Il doit notamment signaler au mandant tout changement d'interlocuteur, de coordonnées ou d'adresse des organisations partenaires. À la demande du mandant, le mandataire fournit sans délai toutes les informations relatives à l'exécution du présent accord et lui donne accès à tous les documents (y compris électroniques) associés. Afin d'exercer ses droits d'information et de contrôle prévus par le présent accord, le mandant peut faire appel à des tiers, tenus à la confidentialité.

11.3 Le client peut demander au contractant de lui remettre des rapports. Il a le droit de prescrire des formats et des modèles spécifiques et de les adapter, le cas échéant, pendant la durée du contrat. Au moment de la conclusion du contrat, il est prévu de remettre au moins les rapports suivants pendant la durée du contrat :

1. quatre semaines après l'exécution du mandat annuel, le rapport narratif annuel à rédiger conformément au modèle fourni à l'Annexe 4
2. deux mois maximum avant un mandat annuel, conformément à la deuxième phrase du point 3.1, une Fiche de planification et de suivi préliminaire servant de base au planning établi par le mandant conformément à la cinquième phrase du point 3.1, sur lequel repose le mandat annuel
3. pendant l'exécution d'un mandat annuel, avec la facturation, l'état actuel de la Fiche de planification et de suivi avec les données pour la période de facturation
4. Le mandant vérifie les rapports et les documents et transmet au mandataire ses demandes de modification dans un délai de quatre semaines.

11.4 Concernant le suivi des activités de conseil et des formations et les rapports sur les prestations fournies et les résultats obtenus, le mandant et le mandataire peuvent conclure d'autres accords plus détaillés lors de l'attribution des mandats annuels afin d'assurer la transparence et la qualité des activités.

11.5 Le point 1.2 des conditions de paiement s'applique à la vérification des pièces justificatives, y compris la liste des pièces justificatives, par un expert-comptable, qui doit respecter le format prescrit par l'International Standard on Related Services (ISRS) 4.400 (annexe 5).

11.6 La langue de négociation pour toutes les opérations découlant du présent accord est le français.

12. Modifications de l'accord, droit applicable et juridiction compétente

12.1 Les modifications ou les ajouts apportés au présent accord doivent être faits par écrit pour en garantir la validité juridique.

12.2 Si certaines dispositions du présent accord sont inopérantes, la validité des dispositions restantes reste inchangée.

12.3 Si, en plus de la version allemande des documents contractuels, des versions en d'autres langues devaient être établies, seule la version allemande de l'accord-cadre, y compris ses éléments constitutifs et les marchés individuels, ferait foi et serait contraignante.

12.3 Le présent accord est soumis au droit allemand. Les dispositions de la Convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises ne s'appliquent pas. La langue du contrat est l'allemand pour l'interprétation juridique du présent accord. Les deux Parties déclarent expressément que la juridiction compétente est la République fédérale d'Allemagne. Le lieu d'exécution et le tribunal compétent est Berlin.

Pour le mandant :	
Lieu et date :	Nom et Signature :
Lieu et date :	Nom et Signature :

Pour le mandataire :	
Lieu et date :	Nom et Signature :
Lieu et date :	Nom et Signature :

Annexes :

Annexe 1 : Fiche de planification et de suivi

Annexe 2 : Mandat annuel

Annexe 3 : Conditions de paiement

Annexe 4 : Rapport d'avancement annuel SCS

Annexe 5 : Modèle d'accord d'audit selon ISRS 4400

Annexe 6 : Principes et exigences de protection des données

Annexe 7 : Code de Conduite de l'Oeuvre protestante de Diakonie et développement

Responsable à l'EWDE du présent accord :	
Unité de travail :	
Interlocuteur :	
Téléphone :	
Email :	